

Contre la dégradation

du service public d'éducation,

pour un printemps de luttes !



Lecornu signe et persiste, il y aura bien 4000 postes d'enseignant-es supprimés à la rentrée 2026.

Les suppressions de postes actées dans le budget 2026 ont d'ores et déjà des conséquences désastreuses dans le second degré : dans les établissements, les dotations horaires sont en baisse et la saignée atteint parfois la centaine d'heures.

Ces suppressions entraînent irrémédiablement une détérioration du service public d'éducation pour les élèves : suppression des demi-groupes, de spécialités ou d'options, augmentation des effectifs par classe... Les personnels voient également leurs conditions de travail se dégrader.

Dans le premier degré, les opérations de carte scolaire ont été retardées par les élections municipales mais ce sont des milliers de fermetures de classes qui vont bientôt être annoncées dans les écoles. I. Le nombre d'élèves par classe sera encore trop important à la rentrée 2026 alors que le ministre aurait pu profiter de la relative baisse démographique pour réduire les effectifs et améliorer les conditions d'exercice et d'apprentissage. SUD éducation milite pour des seuils à 25 élèves en lycée général et technologique, 20 dans les écoles, collèges et lycées professionnels, 20 et 16 en éducation prioritaire.



Dans certaines académies, la baisse démographique est un leurre et le gouvernement profite de cet argument pour faire des économies sur l'école. SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se réunir en heures d'information syndicale et en assemblée générale pour construire une mobilisation solide contre la casse du service public d'éducation. Des établissements sont déjà en grève.

Avec l'intersyndicale de l'éducation (FSU-Unsa-CFDT-CGT), SUD éducation appelle à amplifier la mobilisation au cours de la semaine du 30 mars au 3 avril avec un temps fort de **grève le mardi 31 mars !**

Généralisons et amplifions le mouvement pour une meilleure école et une meilleure société. Pas d'économies sur les services publics, pas d'économies sur nos vies !